La revue financière

Publication du ministère des Finances

Faits saillants

Mars 2011 : déficit budgétaire de 6,2 milliards de dollars

Un déficit budgétaire de 6,2 milliards de dollars a été enregistré en mars 2011, comparativement à un déficit de 6,4 milliards en mars 2010.

Les revenus budgétaires ont diminué de 0,2 milliard de dollars (0,7 %), sous l'effet d'une baisse des rentrées d'impôt sur le revenu des sociétés, de l'impôt sur le revenu des non-résidents et de la taxe sur les produits et services (TPS). Les charges de programmes ont baissé de 0,5 milliard (2,0 %). Les frais de la dette publique ont augmenté de 0,1 milliard.

D'avril 2010 à mars 2011 : déficit budgétaire de 34,4 milliards de dollars

La période d'avril 2010 à mars 2011 s'est soldée par un déficit budgétaire de 34,4 milliards de dollars, comparativement à un déficit de 47,0 milliards affiché au cours de la même période en 2009-2010. Une tranche d'environ 17 milliards de ce déficit de 34,4 milliards est imputable aux mesures prises dans le cadre du Plan d'action économique du Canada, notamment les réductions d'impôt, les mesures liées aux prestations d'assurance-emploi et le financement de l'infrastructure.

Les revenus ont augmenté de 12,9 milliards de dollars (5,9 %), surtout du fait d'une hausse des rentrées d'impôt sur le revenu des particuliers et des sociétés, des rentrées de TPS et d'autres revenus. Les charges de programmes ont diminué de 1,0 milliard (0,4 %), en grande partie sous l'effet de l'aide ponctuelle accordée au secteur de l'automobile en 2009-2010, partiellement compensée par une hausse des transferts aux autres administrations et par une majoration des passifs estimatifs de l'État, y compris la réévaluation du passif du gouvernement en faveur de l'Ontario représentant la participation de la province (un tiers) dans la valeur des actions ordinaires de General Motors détenues par le gouvernement. D'une année sur l'autre, les frais de la dette publique ont progressé de 1,4 milliard sous l'effet de la hausse de l'encours de la dette portant intérêt.

Les résultats mensuels d'avril 2010 à mars 2011 ne constituent pas les résultats définitifs pour l'ensemble de l'exercice. Les résultats définitifs feront aussi état des redressements de fin d'exercice qui seront effectués lorsque d'autres renseignements seront connus, notamment le cumul des revenus fiscaux découlant des cotisations établies sur les déclarations de revenus et les redressements suivant l'évaluation de l'actif et du passif. Les redressements de fin d'exercice devraient faire en sorte que le déficit soit supérieur à la somme de 34,4 milliards de dollars mentionnée ci dessus.

Cependant, d'après les résultats constatés jusqu'ici, le déficit définitif de 2010-2011 devrait être inférieur à la somme de 40,5 milliards de dollars projetée dans le budget du 22 mars, en grande partie à cause des charges de programmes moins élevées. Le prochain budget, qui sera présenté le 6 juin, renfermera une nouvelle mise à jour des résultats.

Le gouvernement publiera à l'automne les résultats définitifs vérifiés de 2010-2011 dans le *Rapport financier annuel du gouvernement du Canada*.

Mars 2011

Un déficit budgétaire de 6,2 milliards de dollars a été enregistré en mars 2011, en comparaison d'un déficit de 6,4 milliards en mars 2010.

Les revenus ont diminué de 0,2 milliard (0,7 %) pour s'établir à 22,9 milliards.

Nota – Sauf avis contraire, les variations des résultats financiers sont celles d'une année sur l'autre.

Ministère des Finances Canada
Department of Finance Canada
Canada

- Les rentrées d'impôt sur le revenu des particuliers ont augmenté de 0,5 milliard de dollars (4,5 %).
- Les rentrées d'impôt sur le revenu des sociétés ont diminué de 0,8 milliard de dollars (14,1 %).
- Les rentrées au titre de l'impôt sur le revenu des non-résidents ont diminué de 0,3 milliard de dollars (59,0 %).
- Les taxes et droits d'accise ont diminué de 0,3 milliard de dollars (7,9 %). Les revenus de TPS ont reculé de 0,5 milliard (18,0 %). Cette baisse est conforme à la tendance des revenus de TPS enregistrée l'an dernier; ces revenus ont diminué d'une année sur l'autre au premier semestre avant d'inscrire des gains au cours des cinq derniers mois. Les taxes sur l'énergie ont augmenté de 2 millions de dollars, les droits de douane à l'importation ont progressé de 0,1 milliard, et les autres taxes et droits d'accise ont crû de 0,1 milliard.
- Les cotisations d'assurance-emploi ont progressé de 45 millions de dollars (2,3 %), ce qui traduit le taux de cotisation établi en 2011 de 1,78 $ par tranche de 100 $ de rémunération assurable.
- Les autres revenus, qui comprennent les bénéfices nets des sociétés d'État entreprises, les revenus des sociétés d'État consolidées, le produit de la vente de biens et de services, le rendement des investissements, les revenus nets sur opérations de change et les revenus divers, ont augmenté de 0,7 milliard de dollars (41,8 %), sous l'effet d'une hausse des bénéfices nets des sociétés d'État entreprises et de la fluctuation, d'une année sur l'autre, des gains et des pertes sur les opérations de change.

Les charges de programmes ont totalisé 26,5 milliards de dollars en mars 2011, en baisse de 0,5 milliard (2,0 %) par rapport à mars 2010. Ces charges incluent les paiements de transfert et les autres charges de programmes.

Les paiements de transfert ont crû de 0,9 milliard de dollars (5,8 %).

- Les principaux transferts aux particuliers, soit les prestations aux aînés, les prestations d'assurance-emploi et les prestations pour enfants, ont diminué de 11 millions de dollars (0,2 %). Les prestations aux aînés ont crû de 0,1 milliard de dollars (4,7 %). Les prestations d'assurance-emploi ont diminué de 0,2 milliard (9,9 %) en raison de la baisse des prestations régulières. Les prestations pour enfants, qui comprennent la Prestation fiscale canadienne pour enfants et la Prestation universelle pour la garde d'enfants, ont augmenté de 41 millions.
- Les principaux transferts aux autres administrations, qui englobent les transferts fédéraux relatifs à la santé et aux autres programmes sociaux (Transfert canadien en matière de santé et Transfert canadien en matière de programmes sociaux), les transferts fiscaux, les transferts aux provinces au nom des villes et des collectivités du Canada, ainsi que les paiements de remplacement pour les programmes permanents, ont diminué de 0,2 milliard de dollars (4,3 %).
- Les autres paiements de transfert ont augmenté de 1,1 milliard de dollars (21,2 %), en grande partie à cause de la hausse des transferts pour l'infrastructure ainsi que d'un certain nombre d'autres transferts comptabilisés par les ministères.

Les autres charges de programmes se composent des charges de fonctionnement des sociétés d'État et des ministères et des organismes, y compris la Défense nationale, et tiennent compte également des résultats de l'évaluation permanente des passifs de l'État. Ces charges ont diminué de 1,4 milliard de dollars (12,1 %) par rapport à l'année précédente, en raison d'une baisse des rajustements comptables de fin d'exercice.

Les frais de la dette publique ont augmenté de 0,1 milliard de dollars (5,1 %).

D'avril 2010 à mars 2011

Pour la période d'avril 2010 à mars 2011, un déficit budgétaire de 34,4 milliards de dollars a été déclaré, comparativement au déficit de 47,0 milliards affiché dans la même période en 2009-2010. Une tranche d'environ 17 milliards de ce déficit de 34,4 milliards est attribuable aux mesures prises dans le cadre du Plan d'action économique du Canada.

Les revenus ont progressé de 12,9 milliards de dollars (5,9 %) pour s'établir à 233,1 milliards.

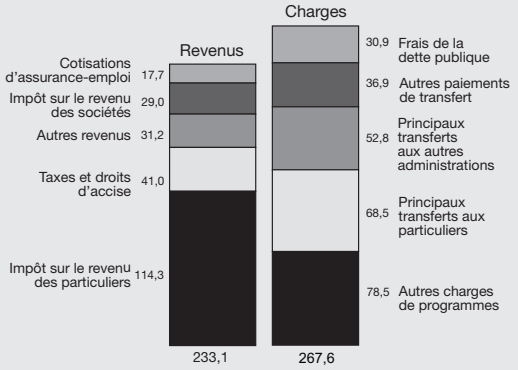
- Les rentrées d'impôt sur le revenu des particuliers ont augmenté de 6,1 milliards de dollars (5,6 %).
- Les revenus au titre de l'impôt sur le revenu des sociétés ont augmenté de 0,6 milliard de dollars (2,3 %), par suite de la baisse d'environ 7 % des rentrées, qui a été plus que compensée par une diminution des remboursements d'impôt d'environ 21 %.
- Les rentrées au titre de l'impôt sur le revenu des non-résidents ont diminué de 0,6 milliard de dollars (10,8 %).
- Les taxes et les droits d'accise ont augmenté de 2,3 milliards de dollars (6,0 %). Les rentrées de TPS ont crû de 1,5 milliard (6,0 %). Les taxes sur l'énergie ont augmenté de 0,1 milliard, les droits de douane à l'importation ont progressé de 0,1 milliard, et les autres taxes et droits d'accise ont crû de 0,6 milliard.
- Les cotisations d'assurance-emploi ont augmenté de 1,0 milliard de dollars (5,8 %), par suite de la progression de la rémunération assurable et du taux de cotisation de 1,78 $ par tranche de 100 $ de rémunération assurable établi en 2011.
- Les autres revenus ont grimpé de 3,5 milliards de dollars (15,4 %), sous l'effet de la hausse des bénéfices nets des sociétés d'État entreprises, des gains réalisés lors de la vente par le gouvernement d'actions ordinaires de General Motors et de la fluctuation, d'une année sur l'autre, des gains et des pertes sur les opérations de change.

Les charges de programmes ont totalisé 236,7 milliards de dollars entre avril 2010 et mars 2011, en baisse de 1,0 milliard (0,4 %) par rapport à la même période de l'exercice précédent.

Les paiements de transfert ont reculé de 0,5 milliard de dollars (0,3 %) par rapport à la même période l'an dernier.

- Les principaux transferts aux particuliers ont reculé de 0,3 milliard de dollars (0,5 %). Les prestations aux aînés ont augmenté de 1,1 milliard (3,1 %), ce qui reflète l'augmentation du nombre de personnes âgées et l'évolution des prix à la consommation, auxquels les prestations sont pleinement indexées. Les prestations d'assurance-emploi ont diminué de 1,8 milliard (8,1 %) en raison de la baisse des prestations régulières. Les prestations pour enfants ont connu une hausse de 0,4 milliard, en partie sous l'effet de la bonification du supplément de la Prestation nationale pour enfants et de la Prestation fiscale canadienne pour enfants instaurée en juillet 2009 dans le cadre du Plan d'action économique du Canada.
- Les principaux transferts aux autres administrations ont augmenté de 1,5 milliard de dollars (2,9 %), principalement sous l'effet de la croissance, prévue par la loi, des transferts, ainsi que des paiements ponctuels de protection des transferts aux provinces en août 2010 pour empêcher la baisse du Transfert canadien en matière de santé, du Transfert canadien en matière de programmes sociaux et des transferts de péréquation entre 2009-2010 et 2010-2011.

Revenus et charges
(d'avril 2010 à mars 2011)
G$



- Les autres paiements de transfert ont reculé de 1,6 milliard de dollars (4,3 %), en raison surtout de l'aide ponctuelle accordée au secteur de l'automobile en 2009-2010, recul qui a été en partie compensé par des augmentations des transferts effectués par de nombreux ministères et par la réévaluation du passif du gouvernement en faveur de l'Ontario représentant la participation de la province (un tiers) dans la valeur des actions ordinaires de General Motors détenues par le gouvernement.

Les autres charges de programmes ont diminué de 0,5 milliard de dollars (0,6 %) par rapport à l'année précédente.

Les frais de la dette publique ont augmenté de 1,4 milliard de dollars (4,7 %) sous l'effet de la hausse de l'encours de la dette portant intérêt.

Besoins financiers de 47,2 milliards de dollars d'avril 2010 à mars 2011

Le solde budgétaire est présenté selon la comptabilité d'exercice, les revenus et les charges du gouvernement étant constatés au moment où ils sont gagnés ou engagés, peu importe le moment où surviennent les sorties ou les rentrées de fonds correspondantes. En revanche, les ressources ou besoins financiers représentent l'écart entre les rentrées et les sorties de fonds de l'État. Cette mesure tient compte non seulement des variations du solde budgétaire, mais aussi des ressources ou besoins en espèces découlant des investissements de l'État par voie d'acquisition d'immobilisations, de prêts, de placements et d'avances, ainsi que de ses autres activités, en particulier le paiement des comptes créditeurs, la perception des comptes débiteurs, les opérations de change et l'amortissement des immobilisations corporelles. L'écart entre le solde budgétaire et les ressources ou besoins financiers est constaté dans les opérations non budgétaires.

Compte tenu d'un déficit budgétaire de 34,4 milliards de dollars et de besoins de 12,7 milliards au titre des opérations non budgétaires, la période d'avril 2010 à mars 2011 s'est soldée par des besoins financiers de 47,2 milliards, comparativement à des besoins financiers de 64,5 milliards pour la même période en 2009-2010. La baisse des besoins découle de l'amélioration du solde budgétaire, d'une réduction des besoins de financement de la Société canadienne d'hypothèques et de logement dans le cadre du Programme d'achat de prêts hypothécaires assurés (PAPHA) en raison de la fin, en mars 2010, des achats de blocs de prêts hypothécaires assurés, ainsi que de l'aide ponctuelle accordée à l'industrie automobile en 2009-2010.

Activités nettes de financement en hausse de 31,7 milliards de dollars

L'État a couvert ses besoins financiers de 47,2 milliards de dollars en augmentant la dette contractée sur les marchés de 31,7 milliards et en réduisant ses soldes de trésorerie de 15,5 milliards. L'accroissement de la dette contractée sur les marchés a principalement été opéré par l'émission d'obligations négociables. Le niveau de l'encaisse varie d'un mois à l'autre en fonction d'un certain nombre de facteurs, comme l'échéance périodique d'importantes émissions de titres d'emprunt, qui peuvent fluctuer sensiblement chaque mois. À la fin de mars 2011, les soldes de trésorerie s'élevaient à 10,2 milliards, soit 15,3 milliards de moins qu'à la fin de mars 2010.

Tableau 1
État sommaire des opérations

	Mars		Avril à mars	
	2010	2011	2009-2010	2010-2011
	(M$)			
Opérations budgétaires				
Revenus	23 051	22 881	220 194	233 133
Charges				
Charges de programmes	-27 043	-26 500	-237 648	-236 682
Frais de la dette publique	-2 438	-2 562	-29 502	-30 892
Solde budgétaire (déficit ou excédent)	-6 430	-6 181	-46 956	-34 441
Opérations non budgétaires	8 146	5 801	-17 503	-12 746
Ressources ou besoins financiers	1 716	-380	-64 459	-47 187
Variation nette dans les activités de financement	7 293	5 671	44 924	31 719
Variation nette dans l'encaisse	9 009	5 291	-19 535	-15 468
Encaisse à la fin de la période			25 501	10 157

Nota – Les chiffres positifs indiquent des ressources nettes et les chiffres négatifs, des besoins nets.

Tableau 2
Revenus

	Mars			Avril à mars		
	2010	2011	Variation	2009-2010	2010-2011	Variation
	(M$)		(%)	(M$)		(%)
Revenus fiscaux						
Impôts sur le revenu						
Impôt sur le revenu des particuliers	9 966	10 416	4,5	108 182	114 289	5,6
Impôt sur le revenu des sociétés	5 455	4 686	-14,1	28 324	28 965	2,3
Impôt sur le revenu des non-résidents	485	199	-59,0	5 562	4 959	-10,8
Total des impôts sur le revenu	15 906	15 301	-3,8	142 068	148 213	4,3
Taxes et droits d'accise						
Taxe sur les produits et services	2 555	2 094	-18,0	25 139	26 649	6,0
Taxes sur l'énergie	411	413	0,5	5 181	5 312	2,5
Droits de douane à l'importation	283	377	33,2	3 470	3 561	2,6
Autres taxes et droits d'accise	325	407	25,2	4 906	5 493	12,0
Total des taxes et droits d'accise	3 574	3 291	-7,9	38 696	41 015	6,0
Total des revenus fiscaux	19 480	18 592	-4,6	180 764	189 228	4,7
Cotisations d'assurance-emploi	1 962	2 007	2,3	16 701	17 671	5,8
Autres revenus	1 609	2 282	41,8	22 729	26 234	15,4
Total des revenus	23 051	22 881	-0,7	220 194	233 133	5,9

Nota – Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

Tableau 3
Charges

	Mars			Avril à mars		
	2010	2011	Variation	2009-2010	2010-2011	Variation
	(M$)		(%)	(M$)		(%)
Paiements de transfert						
Principaux transferts aux particuliers						
Prestations pour les aînés	2 918	3 054	4,7	34 646	35 726	3,1
Prestations d'assurance-emploi	1 890	1 702	-9,9	21 772	20 002	-8,1
Prestations pour enfants	1 058	1 099	3,9	12 430	12 785	2,9
Total	5 866	5 855	-0,2	68 848	68 513	-0,5
Principaux transferts aux autres administrations						
Aide au titre de la santé et d'autres programmes sociaux						
Transfert canadien en matière de santé	2 060	2 147	4,2	24 820	26 032	4,9
Transfert canadien en matière de programmes sociaux	904	932	3,1	10 858	11 179	3,0
Total	2 964	3 079	3,9	35 678	37 211	4,3
Transferts fiscaux	1 551	1 317	-15,1	16 443	16 900	2,8
Villes et collectivités du Canada	31	24	-22,6	1 872	1 751	-6,5
Paiements de remplacement pour les programmes permanents	-232	-292	25,9	-2 703	-3 073	13,7
Total	4 314	4 128	-4,3	51 290	52 789	2,9
Autres paiements de transfert						
Agriculture et Agroalimentaire	372	166	-55,4	1 780	1 978	11,1
Affaires étrangères et Commerce international	1 611	1 258	-21,9	4 489	4 216	-6,1
Santé	805	342	-57,5	3 095	2 619	-15,4
Ressources humaines et Développement des compétences	494	584	18,2	3 460	3 900	12,7
Affaires indiennes et du Nord canadien	945	927	-1,9	5 662	5 846	3,2
Industrie	72	392	444,4	2 780	3 379	21,5
Autres	799	2 511	214,3	17 266	14 956	-13,4
Total	5 098	6 180	21,2	38 532	36 894	-4,3
Total des paiements de transfert	15 278	16 163	5,8	158 670	158 196	-0,3
Autres charges de programmes						
Sociétés d'État	1 301	1 086	-16,5	10 746	10 817	0,7
Défense	2 946	2 464	-16,4	20 562	19 719	-4,1
Tous les autres ministères et organismes	7 518	6 787	-9,7	47 670	47 950	0,6
Total des autres charges de programmes	11 765	10 337	-12,1	78 978	78 486	-0,6
Total des charges de programmes	27 043	26 500	-2,0	237 648	236 682	-0,4
Frais de la dette publique	2 438	2 562	5,1	29 502	30 892	4,7
Total des charges	29 481	29 062	-1,4	267 150	267 574	0,2

Nota – Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

Tableau 4

Solde budgétaire et ressources ou besoins financiers

	Mars			Avril à mars	
	2010	2011		2009-2010	2010-2011
			(M$)		
Solde budgétaire (déficit ou excédent)	-6 430	-6 181		-46 956	-34 441
Opérations non budgétaires					
Activités d'investissement en immobilisations	-2 258	-692		-5 788	-5 049
Autres activités d'investissement	-3 071	-504		-26 438	-2 922
Régimes de retraite et autres passifs	865	-168		7 553	4 970
Autres activités					
Créditeurs, débiteurs, charges à payer, produits à recevoir et provisions	10 263	8 304		-1 167	-11 529
Opérations de change	2 173	-332		5 095	-1 557
Amortissement des immobilisations corporelles	174	-807		3 242	3 341
Total des autres activités	12 610	7 165		7 170	-9 745
Total des opérations non budgétaires	8 146	5 801		-17 503	-12 746
Ressources ou besoins financiers	1 716	-380		-64 459	-47 187

Nota – Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

Tableau 5

Ressources ou besoins financiers et activités nettes de financement

	Mars			Avril à mars	
	2010	2011		2009-2010	2010-2011
			(M$)		
Ressources ou besoins financiers	1 716	-380		-64 459	-47 187
Augmentation ou diminution nette dans les activités de financement					
Opérations de la dette non échue					
Emprunts en dollars canadiens					
Obligations négociables	8 066	6 119		72 691	47 823
Bons du Trésor	2 000	-600		-16 600	-12 900
Titres au détail	-63	-2		-672	-1 754
Autres	-2	0		-71	-425
Total	10 001	5 517		55 348	32 744
Emprunts en devises	-967	-65		-2 139	-614
Total	9 034	5 452		53 209	32 130
Réévaluation de swaps de devises	-1 516	493		-7 923	-857
Escomptes et primes non amortis sur la dette contractée sur les marchés	-228	-228		-341	607
Obligations découlant de contrats de location-acquisition	3	-46		-21	-161
Variation nette dans les activités de financement	7 293	5 671		44 924	31 719
Variation dans l'encaisse	9 009	5 291		-19 535	-15 468

Nota – Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

Tableau 6

État condensé de l'actif et du passif

	31 mars 2010	31 mars 2011	Variation
		(M$)	
Passifs			
Créditeurs et charges à payer	120 525	113 245	-7 280
Dette portant intérêt			
Dette non échue			
Payable en dollars canadiens			
Obligations négociables	367 962	415 785	47 823
Bons du Trésor	175 849	162 949	-12 900
Titres au détail	11 855	10 101	-1 754
Autres	452	27	-425
Total partiel	556 118	588 862	32 744
Payable en devises	8 243	7 629	-614
Compte de réévaluation de swaps de devises	-4 233	-5 090	-857
Escomptes et primes non amortis sur la dette contractée sur les marchés	-5 092	-4 485	607
Obligations découlant de contrats de location-acquisition	4 090	3 929	-161
Total de la dette non échue	559 126	590 845	31 719
Régimes de retraite et autres passifs			
Régimes de retraite du secteur public	142 843	145 835	2 992
Autres avantages futurs des employés et des anciens combattants	54 227	56 922	2 695
Autres passifs	6 587	5 870	-717
Total des régimes de retraite et autres passifs	203 657	208 627	4 970
Total de la dette portant intérêt	762 783	799 472	36 689
Total du passif	883 308	912 717	29 409
Actifs financiers			
Encaisse et débiteurs	101 205	89 986	-11 219
Comptes d'opérations de change	46 950	48 507	1 557
Prêts, placements et avances (nets des provisions)[1]	152 681	157 761	5 080
Total des actifs financiers	300 836	296 254	-4 582
Dette nette	582 472	616 463	33 991
Actifs non financiers	63 375	65 083	1 708
Dette fédérale (déficit accumulé)	519 097	551 380	32 283

Nota – Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

[1] Inclut 2 158 millions de dollars de revenus déclarés par les sociétés d'État entreprises et les autres entreprises d'État et consignés dans les autres résultats étendus de 2010-2011.

Pour tout renseignement concernant cette publication, veuillez communiquer avec Doug Nevison au 613-995-6391.
This publication is also available in English.
Mai 2011